



Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de faciliter le passage au péage.



Certifié selon le programme JTI et CWA 17493:2019 par BNA - Accrédité par le SOAC selon ISO/IEC 17065:2012.

Site web: www.ecoetfinances.com Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest





LA BRVM FRANCHIT LA BARRE DES

14 000

MILLIARDS DE FCFA DE CAPITALISATION

AU **30 JANVIER 2026**

AVEC **14 069 658 676 033 F CFA**

Soit +738,95 Milliards de FCFA depuis le 1^{er} JANVIER 2026

BUDGET 2026



Un cap sur la performance et l'équité P.4

DEUXIÈME PROMOTION DU PROGRAMME IYBA-WE4A



Apply for **\$5,000** seed capital, training, mentoring and access to networks.



APPLY NOW <http://bit.ly/ag7R5Xg> OR www.TEFConnect.net Deadline: January 28, 2026

Plus de 1 000 entrepreneures africaines recevront un soutien financier pour développer leurs entreprises P.2

BOURSE

La BRVM accentue son dynamisme en ce début d'année

La capitalisation boursière du marché des actions de la BRVM s'élève, au 30 janvier 2026, à 14 069 658 676 033 FCFA, contre 13 330 711 875 596 FCFA au 31 décembre 2025, soit une progression de 5,54 %,

correspondant à une variation positive de 738,95 milliards FCFA. Cette progression est essentiellement tirée par la hausse de certains titres, notamment UNILEVER CI (+35,57 %), SONATEL SN (+3,18 %), ECOBANK CI (+6,28 %), SIB CI (+9,57 %) et ORANGE CI (+1,68

%). De manière générale, plusieurs sociétés du marché Actions de la BRVM enregistrent des performances positives depuis le début de l'année 2026, soit 39 sociétés sur 47. Au cours de la période du 02 au 30 janvier 2026, la valeur totale des transactions s'est établie à 31 179 075 413 FCFA...



Bonnes fêtes

De fin d'année

No debts plus sam, d'elles Vœux

000 Vœux Togo



Faites vos courses en toute facilité!

+228 22 22 19 40 sav@ramco.tg



Deuxième promotion du programme IYBA-WE4A

Plus de 1 000 entrepreneures africaines recevront un soutien financier pour développer leurs entreprises

L'Union européenne, l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit et la Fondation Tony Elumelu ont annoncé le lancement de la deuxième promotion du programme Investing in Young Businesses in Africa – Women Entrepreneurship for Africa (IYBA-WE4A).

Patience SALLAH

Après le succès de la première promotion qui a soutenu 751 entreprises vertes dirigées par des femmes africaines avec près de 4 millions de dollars de financement, les partenaires renforcent leur engagement pour accompagner plus de 1 000 entrepreneures innovantes dans des secteurs verts essentiels.

Les candidatures pour cette nouvelle promotion sont ouvertes depuis le 6 octobre 2025 et se sont clôturées le 25 janvier 2026. Cependant la plateforme reste toujours ouverte pour de nouvelles candidatures jusqu'au 1er mars. Les lauréates bénéficieront d'un financement initial de 5 000 dollars, d'une formation complète en gestion d'entreprise, d'un programme personnalisé sur le développement durable, d'un mentorat ainsi que d'un accès à vie à la plateforme TEFConnect afin de soutenir la croissance de leur entreprise et de les préparer à de futurs investissements. Les secteurs ciblés incluent l'agriculture durable, l'économie bleue, les énergies renouvelables, l'économie circulaire, l'écotourisme, la construction et la logistique. Les participantes recevront un accompagnement complet comprenant des masterclasses animées par des experts sur la finance, la résilience, la croissance numérique, le leadership et l'expansion. L'objectif est de renforcer leurs compétences entrepreneuriales tout en favorisant un impact

Apply for
\$5,000
seed capital, training, mentoring
and access to networks.

Open to women with existing green businesses no more than five years of operations or green business ideas.

Green Business Models: Sustainable Agriculture / Agro-Processing, Renewable Energy, Blue Economy / Aquaculture, Eco-tourism, Circular Economy/ Waste Management/ Biomass.
Greening of Business Models: Transportation / Logistics, Construction

APPLY NOW
<http://bit.ly/4q7RsXg>
OR
www.TEFConnect.net
Deadline: January 25, 2026

Implemented by:
giz, WE 40, THE TONY ELUMELU FOUNDATION

environnemental positif et un développement économique inclusif.

Pour Somachi Chris-Asoluka, PDG de la Fondation Tony Elumelu, ce programme illustre le pouvoir transformateur du soutien aux femmes entrepreneures. Selon elle, cette initiative permet d'accélérer le développement d'une économie verte et inclusive en Afrique et de révéler le potentiel des femmes lorsqu'elles bénéficient d'un accompagnement adapté. Romina Kochius, directrice du programme WE4A, souligne l'importance du secteur privé

dans la lutte contre la pauvreté et pour l'égalité. Elle rappelle que des projets d'une telle ampleur ont un impact concret sur le changement social et le développement durable sur le continent africain.

Avec ce programme, l'Union européenne, l'OACPS, le BMZ, la GIZ et la Fondation Tony Elumelu réaffirment leur engagement en faveur de l'autonomisation économique des femmes africaines et du soutien à une croissance durable respectueuse de l'environnement. Postulez dès maintenant sur [www.

TEFConnect.com](<http://www.TEFConnect.com>).

À propos de l'Union européenne L'Union européenne est une union économique et politique de 27 pays européens, fondée sur le respect de la dignité

humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'État de droit et les droits de l'homme. Elle agit à l'échelle mondiale pour promouvoir le développement durable des sociétés, de

Entrepreneurial TEF, la fondation a sorti plus de 2 millions d'Africains de la pauvreté, formé plus de 2,5 millions de jeunes via TEFConnect et distribué plus de 100 millions USD à 24 000 femmes et hommes africains, créant plus de 1,5 million d'emplois et générant plus de 4,2 milliards USD de revenus.

À propos de GIZ

La GIZ offre des services de coopération internationale pour le développement durable et l'éducation internationale. Avec plus de 50 ans d'expérience, elle intervient dans des domaines tels que le développement économique, l'emploi, l'énergie, l'environnement et la sécurité. Elle travaille avec les gouvernements, l'UE, l'ONU, le secteur privé et d'autres partenaires pour promouvoir le développement durable.

À propos d'IYBA-WE4A

Le programme Investing in Young Businesses in Africa – Women Entrepreneurship for Africa (IYBA-WE4A) est financé conjointement par l'UE, l'OACPS et le BMZ, et mis en œuvre par la GIZ via le projet WE4D.

L'objectif principal est de créer une croissance verte, inclusive et durable dans certains pays africains (Cameroun, Kenya, Malawi, Mozambique, Sénégal, Tanzanie, Togo et Ouganda). Il vise spécifiquement à renforcer l'autonomisation économique et l'inclusion financière des femmes entrepreneures dans les secteurs contribuant à la transformation verte, tout en créant et sécurisant des emplois et en favorisant la croissance des entreprises dirigées par des femmes. Pour plus d'informations et pour postuler, rendez-vous sur TEFconnect.com.

l'environnement et des économies, afin que chacun puisse en bénéficier.

À propos de la Fondation Tony Elumelu

La Fondation Tony Elumelu est la principale organisation philanthropique soutenant une nouvelle génération d'entrepreneurs africains, luttant contre la pauvreté, créant des emplois à travers 54 pays africains et favorisant l'autonomisation économique des femmes. Depuis le lancement du Programme

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Bourse

La BRVM accentue son dynamisme en ce début d'année

La capitalisation boursière du marché des actions de la BRVM s'élève, au 30 janvier 2026, à 14 069 658 676 033 FCFA, contre 13 330 711 875 596 FCFA au 31 décembre 2025, soit une progression de 5,54 %, correspondant à une variation positive de 738,95 milliards FCFA.

Cette progression est essentiellement tirée par la hausse de certains titres, notamment UNILEVER CI (+35,57 %), SONATEL SN (+3,18 %), ECOBANK CI (+6,28 %), SIB CI (+9,57 %) et ORANGE CI (+1,68 %).

De manière générale, plusieurs sociétés du marché Actions de la BRVM enregistrent des performances positives depuis le début de l'année 2026, soit 39 sociétés sur 47. Au cours de la période



du 02 au 30 janvier 2026, la valeur totale des transactions s'est établie à 31 179 075 413 FCFA pour

33 508 191 titres échangés, représentant une hausse de 178,46 % par rapport au mois de janvier 2025.

À la date du 30 janvier 2026, la moyenne journalière des transactions atteint 1 484 717 876,81 FCFA pour 1 595 628 titres échangés, contre 533,14 millions FCFA pour 500 791 titres à la même période de l'année précédente.

L'évolution de la capitalisation est portée par un niveau d'activité soutenu, comme en témoigne la hausse significative des volumes et des valeurs échangées.

Gestion de la crise dans les Grands Lacs

Faure Gnassingbé renforce le dialogue entre les parties prenantes à Bujumbura

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a séjourné le 30 janvier 2026 dans la région des Grands Lacs pour une mission diplomatique consacrée à la résolution de la crise dans les Grands Lacs.

Après sa visite officielle au Rwanda, le Président du Conseil s'est rendu dans la même journée à Bujumbura au Burundi afin de poursuivre les échanges avec le Président Evariste Ndayishimiye sur le processus de paix dans cette région du continent. Cette démarche s'inscrit pleinement dans l'exercice de son mandat de médiateur désigné de l'Union africaine et traduit l'engagement constant du Togo en faveur de la promotion de la paix et de la stabilité en Afrique. La rencontre de Bujumbura s'est tenue en présence des facilitateurs de l'Union africaine, notamment de l'ancien président Mokgweetsi Masisi du Botswana ainsi que des anciennes présidentes Sahle-Work Zewde d'Éthiopie et Catherine Samba-Panza de la République Centrafricaine. Ont également pris part à cette concertation de haut niveau, des représentants de la Commission de

l'Union africaine et des partenaires internationaux engagés dans ce processus de paix, traduisant ainsi une mobilisation collective en faveur d'une approche inclusive et coordonnée de la résolution de cette crise. À la veille de cette réunion, le Président du Conseil avait dépêché une délégation ministérielle en RDC auprès du Président Félix Tshisekedi. Cette initiative visait à approfondir les échanges avec les autorités congolaises sur les mécanismes de médiation en cours. Elle a permis d'évaluer les perspectives de désescalade des tensions et de cessation des violences, en particulier dans l'Est du pays, épice de d'une crise sécuritaire aux conséquences humanitaires préoccupantes. Après des échanges en tête-à-tête, les deux dirigeants ont eu une séance de travail élargie au collège des facilitateurs, en présence de leurs délégations respectives. Le Président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé,



médiateur désigné de l'Union africaine et le Président burundais Evariste Ndayishimiye ont souligné à cet effet la nécessité de promouvoir une synergie d'action en vue de relever les défis de paix, de sécurité dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) et dans la région des Grands Lacs. Le Burundi joue un rôle essentiel dans ces efforts, en tant que partenaire stratégique et acteur clé dans la promotion de la paix et la sécurité régionales. Membre actif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL),

le pays contribue à la gestion des crises humanitaires engendrées par ce conflit qui affecte les populations de la région. Il convient de rappeler que la dernière rencontre en tête-à-tête entre les Présidents Faure Gnassingbé et Evariste Ndayishimiye sur la situation dans les Grands Lacs remonte au 21 août 2025, à Yokohama au Japon, en marge des travaux de la neuvième édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD). Ces différentes missions diplomatiques du Président du Conseil, Faure

Essozimna Gnassingbé, dans la région des Grands Lacs s'inscrivent dans une dynamique de renforcement de la coopération régionale et de soutien aux efforts de médiation conformément aux recommandations du sommet de Lomé. Elles traduisent une approche diplomatique proactive visant à prévenir l'escalade des tensions, à restaurer la confiance entre les parties prenantes et à jeter les bases d'une paix durable, condition essentielle au développement économique et social de la région des Grands Lacs.

Budget 2026

Un cap sur la performance et l'équité

Avec la loi de finances, exercice 2026, le Togo consolide son modèle de gouvernance économique et sociale. Ce texte budgétaire, à la fois ambitieux et réaliste, se distingue par des innovations majeures qui traduisent une volonté affirmée de renforcer la mobilisation des ressources publiques tout en accordant une place centrale aux dépenses sociales, véritable socle du développement humain.

Patience SALLAH

L'un des axes structurants de la loi de finances 2026 repose sur le renforcement de l'efficacité de la mobilisation des ressources publiques. Dans un contexte marqué par la recherche de soutenabilité budgétaire, l'État mise sur l'optimisation des recettes internes, sans pression fiscale excessive sur les populations. Les innovations introduites visent notamment à élargir l'assiette fiscale, à réduire les niches improductives et à intensifier la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. La modernisation

des administrations financières, soutenue par la digitalisation des procédures et l'exploitation accrue des données, permet d'améliorer la collecte tout en renforçant la transparence et la confiance entre l'État et les contribuables.

Cette approche privilégiée consacre un principe fondamental : mobiliser mieux, plutôt que taxer plus, afin de dégager des marges de manœuvre au service des priorités nationales.

La loi de finances 2026 se singularise également par la part significative consacrée aux dépenses sociales. Éducation, santé, protection



sociale, accès à l'eau potable et à l'électricité figurent parmi les secteurs bénéficiaires de dotations accrues, reflet d'une vision qui place l'être humain au cœur de l'action publique.

Dans le domaine de la santé, les ressources allouées accompagnent la poursuite de l'assurance maladie universelle et le renforcement des infrastructures sanitaires. En matière d'éducation, l'accent est mis sur

l'amélioration de la qualité des enseignements, la formation professionnelle et l'adaptation des compétences aux besoins du marché du travail.

La protection sociale, pilier essentiel de la cohésion nationale, bénéficie également d'une attention particulière, avec le renforcement des mécanismes de transferts sociaux et d'accompagnement des populations vulnérables.

En résumé, cette loi, déjà adoptée, consacre la priorisation des dépenses sociales et sécuritaires ; l'assainissement du portefeuille de la dette ; l'intégration systématique des dimensions genre, environnement et climat dans la budgétisation sectorielle et l'élaboration des PTBA. En termes d'impact social, 48 % du budget est dédié aux dépenses sociales, avec une priorisation des groupes sociaux les plus vulnérables comprenant les femmes rurales, les enfants déscolarisés, les personnes en situation de handicap, les populations victimes de catastrophe sans oublier l'amélioration des conditions de détention...

La loi de finances, exercice 2026, apparaît ainsi comme un instrument stratégique au service d'une prospérité partagée, d'un développement inclusif, durable et porteur d'espoir.

Dragage du port de Bissau

Un tournant économique majeur

Le gouvernement de transition de Guinée-Bissau a marqué une étape décisive dans sa stratégie de développement économique avec le lancement officiel des travaux de dragage du port de Bissau.

Bernard AFAWOUBO

La cérémonie, présidée par le Premier ministre et ministre des Finances, Ilídio Vieira Té, s'est tenue en présence du ministre des Transports, des Télécommunications et de l'Économie numérique, Florentino Mendes Pereira, du directeur général de l'Administration des Ports, Félix Blute Nandungue, ainsi que du chef de mission résidente de la BOAD, Youssouf Touré, et de plusieurs membres du gouvernement.

Doté d'un financement de 15 milliards FCFA de la

Banque Ouest-Africaine de Développement, ce projet vise à lever les obstacles logistiques qui limitaient jusqu'ici le potentiel du port. Le dragage permettra d'assurer des profondeurs suffisantes pour accueillir de grands navires ; de fluidifier le trafic maritime et réduire les délais de transport ; de renforcer la compétitivité en positionnant Bissau comme un hub logistique moderne dans la sous-région.

Des retombées immédiates pour l'économie

L'achèvement des travaux, prévu pour l'été 2026, devrait générer des impacts concrets à savoir augmentation de la



capacité d'accueil des quais ; déchargement simultané de plusieurs cargos ; réduction du temps d'escale moyen de cinq à deux jours ; suppression des temps d'attente et baisse des coûts d'exploitation.

Le Premier ministre a rappelé que la prospérité de Bissau repose sur sa façade maritime, soulignant l'importance stratégique de ce chantier.

Pour le ministre des Transports, cette modernisation constitue également un levier social, créant des emplois qualifiés et favorisant l'intégration régionale. Il a salué l'expertise du consortium La Panafricaine de la Logistique de Bissau, chargé de l'exécution technique.

Le directeur général de

l'Administration des Ports a insisté sur l'importance d'un projet attendu de longue date, tandis que le représentant de la BOAD a réaffirmé l'engagement de l'institution : « Ce projet permet au port de Bissau de retrouver sa pleine capacité opérationnelle. C'est un enjeu humain autant qu'économique. »

La BOAD, partenaire clé de la transformation

Avec un nouveau financement, les engagements cumulés de la BOAD en Guinée-Bissau atteignent 282 milliards FCFA, dont 123 milliards dédiés à la modernisation des infrastructures de transport. Ce soutien confirme le rôle central de la Banque dans la transformation économique du pays et son intégration dans les circuits commerciaux régionaux et internationaux.

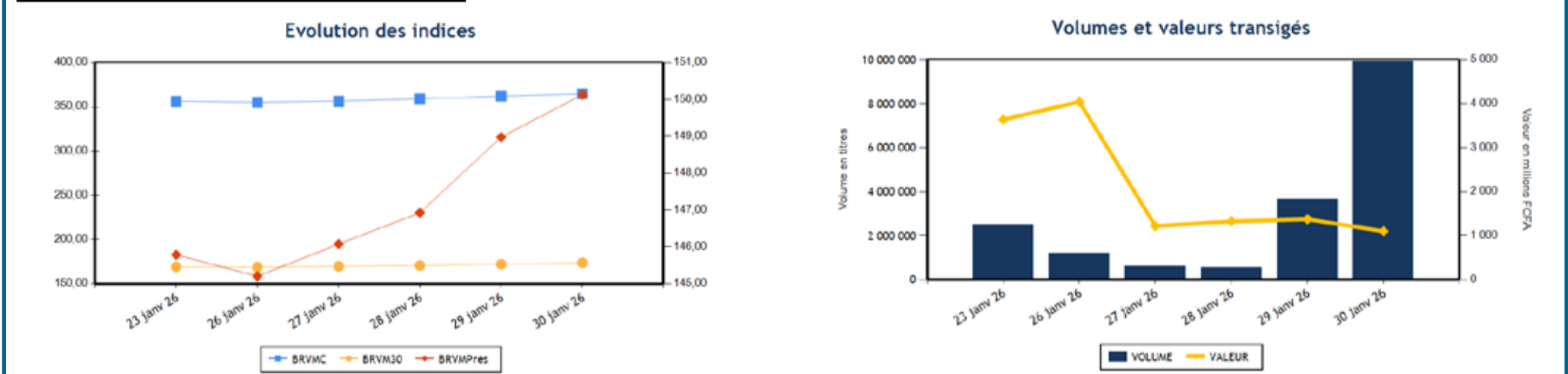
BRVM

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 30 janvier 2026

N° 21

BRVM COMPOSITE	364,92	BRVM 30	173,85	BRVM PRESTIGE	150,13
Variation Jour	0,78 %	Variation Jour	0,89 %	Variation Jour	0,77 %
Variation annuelle	5,54 %	Variation annuelle	4,58 %	Variation annuelle	4,08 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	14 069 658 676 033	0,78 %
Volume échangé (Actions & Droits)	9 906 868	172,35 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 037 018 936	-20,28 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	23	-23,33 %
Nombre de titres en baisse	15	25,00 %
Nombre de titres inchangés	9	80,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 532 615 093 784	1,59 %
Volume échangé	7 056	-35,56 %
Valeur transigée (FCFA)	64 578 059	-13,83 %
Nombre de titres transigés	21	162,50 %
Nombre de titres en hausse	14	366,67 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	6	50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES			
Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	1 590	7,43 %	127,14 %
SMB CI (SMBC)	11 010	7,41 %	15,89 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 600	5,61 %	14,29 %
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	2 150	4,88 %	36,08 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	1 665	4,39 %	15,22 %

PLUS FORTES BAISSES			
Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	4 615	-5,82 %	23,07 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 655	-4,34 %	9,24 %
NESTLE CI (NTLC)	11 000	-3,47 %	3,29 %
BERNABE CI (BNBC)	1 400	-3,45 %	-0,71 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 350	-2,08 %	0,64 %

INDICES PAR COMPARTIMENT							
Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	150,13	0,77 %	4,08 %	20 470	249 769 685	11,06
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	236,35	0,14 %	8,59 %	9 886 398	787 249 251	14,26

INDICE TOTAL RETURN							
Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	140,52	0,78 %	5,54 %	9 906 868	1 037 018 936	12,28

INDICES SECTORIELS							
Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	97,48	2,03 %	2,72 %	4 380	61 953 560	9,92
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	179,02	-0,73 %	3,47 %	31 491	78 868 300	61,59
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	155,74	0,25 %	6,77 %	9 816 096	678 052 786	10,25
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	232,36	-0,57 %	7,53 %	9 563	120 260 650	10,96
BRVM - INDUSTRIELS	6	159,73	0,13 %	20,71 %	30 019	55 384 155	14,98
BRVM - ENERGIE	4	119,31	1,72 %	7,57 %	12 413	33 447 600	14,74
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	118,42	1,18 %	11,82 %	2 906	9 051 885	14,67

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	12,28
Taux de rendement moyen du marché	7,26
Taux de rentabilité moyen du marché	8,71
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	182
Volume moyen annuel par séance	1 595 628,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 484 717 876,81

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	66,11
Ratio moyen de satisfaction	26,01
Ratio moyen de tendance	39,35
Ratio moyen de couverture	254,15
Taux de rotation moyen du marché	0,90
Prime de risque du marché	2,39
Nombre de SGI participantes	35

L'initiative «Tchad Connexion 2030»

La BID renforce son partenariat pour soutenir les priorités nationales de développement du Tchad

Le Groupe de la Banque islamique de développement (BID) a organisé la Journée de la BID au Tchad, marquant une nouvelle étape dans le renforcement de la coopération avec le pays. Cet événement intervient après le lancement réussi de l'initiative «Tchad Connexion 2030» à Abou Dhabi il y a quelques mois, ce qui confirme l'engagement de la BID à soutenir des projets de développement alignés sur les priorités du Plan national de développement du Tchad.

explorera toutes les solutions disponibles provenant des secteurs public et privé afin de garantir que les solutions de développement co-créées soient holistiques. Grâce à une coordination

bilatérales (B2B et B2G) a également été organisée entre les représentants du Groupe de la BID, des chefs d'entreprise, des investisseurs et des institutions financières, afin d'explorer des opportunités de coopération et de partenariat. Des exemples de projets réussis mis en œuvre au Tchad en partenariat avec des entrepreneurs locaux ainsi que des institutions nationales et internationales ont été présentés.

L'événement a par ailleurs mis en lumière les activités, services et initiatives des différentes institutions du Groupe de la BID, notamment la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC), l'Institut de la Banque islamique de développement (IBID) et le Forum des affaires du Groupe de la BID (THIQAH).

La journée s'est conclue par la réaffirmation de l'engagement du Groupe de la BID à poursuivre sa collaboration avec le gouvernement tchadien et le secteur privé national, afin de renforcer les partenariats stratégiques, d'élargir les opportunités d'investissement et d'améliorer l'environnement des affaires, contribuant ainsi à la réalisation du développement durable au Tchad.



L'événement, tenu le 26 janvier à N'Djamena, s'est déroulée en présence du Premier ministre de la République du Tchad, Son Excellence M. Allamaye Halina, et a été organisée en partenariat avec le Ministère des Finances, du Budget, de l'Économie, de la Planification et de la Coopération internationale. La délégation du Groupe de la BID était présidée par Dr. Issa Faye, représentant S.E. Dr. Muhammad Al Jasser, Président du Groupe de la BID. En outre, l'événement a connu la participation des ministres, des hauts responsables, ainsi que des représentants d'institutions financières régionales et d'entreprises privées. S'exprimant à cette occasion, M. Allamaye

Halina a déclaré: «Le Tchad entre dans une phase où la traduction de la vision en projets concrets est essentielle. Le Groupe de la Banque islamique de développement est un partenaire de confiance dans cet effort, notamment pour le renforcement des capacités de mise en œuvre financière, le développement des compétences et la mobilisation d'investissements à fort impact pour nos populations.»

De son côté, M. Tahir Hamid Ngulin, Ministre des Finances, du Budget, de l'Économie, de la Planification et de la Coopération internationale, a souligné: «Notre priorité est de stimuler le commerce par une meilleure cohérence

entre les politiques publiques, des mécanismes de financement efficaces et la mobilisation du secteur privé. La BID joue un rôle clé dans l'appui à cette approche, notamment à travers la structuration de projets, les instruments d'atténuation des risques et les solutions de financement mixte.»

Pour sa part, Dr. Issa Faye, Directeur général des pratiques mondiales et des partenariats du Groupe de la BID et chef de délégation, a déclaré: «L'engagement du groupe BID envers le Tchad est axé sur la fourniture de solutions intégrées combinant financement et assistance technique. Au cours du dialogue sur l'engagement du pays, l'équipe de la BID, en collaboration avec les autorités compétentes,

plus étroite avec les autorités nationales et les parties prenantes locales, nous visons à accélérer la mise en œuvre des projets, à renforcer la résilience et à soutenir les initiatives à fort impact alignées sur le plan «Tchad Connection 2030», en particulier dans les domaines de l'agriculture, de la technologie et des infrastructures.»

L'un des temps forts du programme a été un panel de discussion consacré aux priorités de développement du Tchad et au rôle du Groupe de la BID, visant à identifier des opportunités concrètes de coopération et à nouer des partenariats stratégiques pour accompagner le pays vers un développement durable et inclusif.

Une série de rencontres

Grands Lacs

Faure Gnassingbé en mission de paix à Kigali

(TOGODAILYNEWS) – Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a effectué le 30 janvier 2026 une visite de travail et d'amitié à Kigali, en République du Rwanda, dans le cadre des consultations engagées pour la consolidation de la paix et la stabilisation dans la région des Grands Lacs.

Au centre de cette mission figuraient des échanges approfondis sur les enjeux de paix et de sécurité, notamment dans l'Est de la République démocratique du Congo, en lien avec le mandat de médiation confié à Faure Gnassingbé par l'Union africaine. Les discussions ont également porté sur les perspectives de coopération bilatérale entre Lomé et Kigali, ainsi que sur les dynamiques de coopération interrégionale en Afrique. Le Président du Conseil s'est entretenu avec le Président Paul Kagame au village Urugwiro. Les échanges, d'abord en format restreint, ont ensuite été élargis au collège des facilitateurs composé des anciens présidents Olusegun Obasanjo (Nigeria), Mokgweetsi Masisi (Botswana), ainsi que des anciennes présidentes Sahle-

Work Zewde (Éthiopie) et Catherine Samba-Panza (Centrafrique), aux côtés d'autres acteurs impliqués dans le processus de paix. Cette rencontre s'inscrit dans la continuité du sommet de haut niveau de Lomé des 16 et 17 janvier, consacré à la cohérence et à la consolidation du processus de paix en RDC et dans la région des Grands Lacs, qui avait abouti à des propositions majeures. Le Président Kagame a salué la présence de son homologue togolais et exprimé sa gratitude pour son engagement dans une mission jugée stratégique pour l'avenir du continent. Il s'est félicité de la qualité des échanges, ouverts aux facilitateurs et à divers partenaires, susceptibles de renforcer durablement la stabilité et la paix dans la région. De son côté, Faure Gnassingbé a remercié



Paul Kagame pour l'accueil chaleureux et sa disponibilité constante sur les questions liées à la paix et à l'intégration africaine. Il a également salué la participation active de la délégation rwandaise au sommet de Lomé, qui avait mobilisé institutions africaines, parties prenantes, facilitateurs et partenaires internationaux. Réaffirmant sa détermination, le Président du Conseil a insisté sur la nécessité d'une approche africaine fondée sur

le dialogue, la responsabilité collective et la solidarité continentale : « Monsieur le Président Kagame, je connais votre souci de voir l'Afrique prendre en charge ses propres problèmes. En tant qu'Africains, nous n'avons pas le droit d'abandonner. Nous devons continuer à travailler, discuter et rechercher des solutions. » Faure Gnassingbé poursuit ainsi ses consultations pour parvenir à une solution

africaine au conflit, avec l'implication de partenaires tels que le Qatar et les États-Unis. Pour rappel, il a été désigné en avril 2025 par l'Union africaine comme médiateur dans la crise des Grands Lacs. Depuis, il a multiplié les missions diplomatiques ayant favorisé le rapprochement des parties, la désescalade des tensions et la signature d'un accord de paix entre la RDC et le Rwanda.

Diplomatie

L'Assemblée nationale togolaise renforce ses liens avec le Congrès américain

(TOGODAILYNEWS) – Le Président de l'Assemblée nationale, Komi Selom Klassou, a reçu le mercredi 28 janvier dernier, au siège de l'hémicycle une délégation du Congrès américain conduite par Young Kim, représentante de la Californie.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une mission de terrain menée par des membres de la Commission des affaires étrangères du Congrès des États-Unis, en partenariat avec le système des Nations unies, visant à évaluer l'impact des programmes onusiens dans les pays partenaires. Au cours des discussions, la cheffe de délégation a

mis en avant l'intérêt des parlementaires américains pour les questions de santé, de sécurité alimentaire et de sécurité, considérées comme essentielles pour accompagner le développement et consolider la stabilité. Les échanges ont également porté sur le renforcement des relations interparlementaires entre Lomé et Washington. « Nous avons eu une rencontre



très intéressante avec le Président de l'Assemblée nationale. Cet échange nous a permis d'aborder de nombreux sujets, notamment la mise en place d'un dialogue entre le Congrès américain et

l'Assemblée nationale », a déclaré Young Kim. Dans le prolongement de cette rencontre, une invitation officielle a été adressée à l'Assemblée nationale togolaise pour une prochaine

visite à Washington. L'objectif est de favoriser le partage d'expériences et de bonnes pratiques parlementaires, dans une logique de coopération institutionnelle renforcée. Pour rappel, Lomé et Washington entretiennent depuis plusieurs années des relations de coopération multiformes, traduisant une volonté commune de consolider les liens bilatéraux et de promouvoir la stabilité régionale.

RAFRAÎCHIR

INCLINER

SERVIR

**BLACK
BRILLE
DANS TOUT™**

600*
FCFA

BOUTEILLE

33cl

DISPONIBLE EN BOUTEILLE VC 65 CL

***PRIX CONSEILLÉ LA BOUTEILLE DE 33CL**

18+ L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX
POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER
AVEC MODÉRATION.